

**INTERNATIONAL ASSOCIATION  
OF MACHINISTS AND AEROSPACE WORKERS**  
**ASSOCIATION INTERNATIONALE DES MACHINISTES  
ET DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES  
DE L'AÉROSPATIALE**



*Office of the Canadian General Vice-President • Bureau du Vice-président général canadien*

**IAMAW Canada, 18 Wynford Drive, #310, Toronto, Ontario M3C 3S2**

TEL: 416.386.1789 • FAX: 416.386.0210 • [info@iamaw.ca](mailto:info@iamaw.ca) • [IAMAWCanada](https://twitter.com/IAMAWCanada) [@IAMAWCanada](https://www.facebook.com/IAMAWCanada)

Le 1<sup>er</sup> juin 2017

Le très honorable Justin Trudeau, membre du Conseil privé, député  
Premier ministre du Canada  
Édifce Langevin  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0A2

Monsieur le Premier Ministre,

L'Association internationale des machinistes et des travailleurs et travailleuses de l'aérospatiale (AIMTA) représente plus de 400 000 travailleuses et travailleurs, dont 40 000 au Canada. Nous formons le plus important syndicat dans le secteur canadien du transport aérien.

Nous vous écrivons cette lettre pour vous faire part des vives craintes qu'ont nos membres à l'idée de voir la privatisation des aéroports canadiens aller de l'avant. Plusieurs de nos membres travaillent dans des aéroports comme agents de contrôle de pré-embarquement, mécaniciens d'avions ou agents de services d'escale. Ils sont très critiques de toute tentative de privatisation totale ou partielle d'actifs publics si essentiels à l'économie canadienne.

Depuis que le rapport Emerson a été rendu public par le gouvernement fédéral en juin 2016, l'AIMTA a ouvertement exprimé son opposition à la privatisation des aéroports canadiens. Nous avons d'ailleurs déposé un mémoire au gouvernement fédéral dans la foulée du dépôt de ce rapport (<http://www.iamaw.ca/memoire-presente-par-aimta-canada-en-reponse-au-rapport-de-l-examen-de-la-loi-sur-les-transports-au-canada/?lang=fr>).

Si les aéroports sont privatisés, des travailleuses et travailleurs courent un risque très réel de perdre leur emploi. 45 000 emplois directs à l'Aéroport international Pearson de Toronto, dont 8 000 occupés par des membres de l'AIMTA, pourraient être directement impactés par la privatisation.

Le gouvernement fédéral encaisse actuellement beaucoup de revenus grâce aux aéroports. La privatisation de ces derniers empêcherait le gouvernement fédéral de générer des recettes fiscales et les autorités aéroportuaires de générer des revenus réguliers. De plus, elle affaiblirait les lignes aériennes canadiennes. Par conséquent, les passagers subiraient des hausses de frais. Autrement dit, la privatisation mènerait à une augmentation des coûts pour le public voyageur.

L'expérience de privatisation des aéroports vécue au Royaume-Uni et en Australie s'est révélée catastrophique pour les travailleuses et travailleurs aéroportuaires et le public voyageur. Des études ont démontré que les coûts avaient augmenté malgré les assurances données qu'ils n'augmenteraient pas. Pour éviter la privatisation des aéroports canadiens, l'AIMTA cherche à engager le gouvernement fédéral

dans une discussion sur des mesures pouvant être prises pour améliorer les conditions de travail de ses membres et renforcer le mandat des autorités aéroportuaires. De telles mesures pourraient inclure :

- Améliorer la législation afin de permettre aux autorités aéroportuaires de mieux gérer leurs opérations et d'avoir un meilleur accès à du financement pour améliorer leurs installations sans hausser les coûts.
- Prévoir un siège de représentant syndical aux conseils d'administration pour faire entendre les préoccupations des dizaines de milliers de travailleuses et travailleurs à chaque aéroport.
- Mettre fin à la pratique grandissant du roulement abusif de contrats, laquelle nuit aux travailleuses et travailleurs et à la qualité des services, et augmente les coûts pour le public voyageur. Des changements réglementaires doivent être faits dès que possible pour mettre fin à cette pratique.
- Utiliser les montants perçus au titre du Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien (DSPTA) exclusivement aux fins de la sécurité aéroportuaire comme initialement prévu.
- Veiller à maintenir une sécurité optimale de tous les travailleuses et travailleurs et passagers dans les aéroports.
- Augmenter le salaire minimum afin que les travailleuses et travailleurs aéroportuaires puissent vivre dignement.

Nous procédons au lancement de notre campagne contre la privatisation des aéroports aujourd'hui. En plus des centaines de courriels que votre bureau a reçus dans le cadre de notre pétition en ligne contre la privatisation des aéroports, votre caucus peut s'attendre à recevoir des demandes de rencontre de la part de nos membres engagés et actifs dans plusieurs dossiers fédéraux concernant les relations de travail.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma très haute considération.



Stan Pickthall  
Vice-président général  
AIMTA

cc: L'honorable Marc Garneau, membre du Conseil privé, député, ministre des Transports

cc: L'honorable Andrew Scheer, député, chef du PCC

cc: L'honorable Thomas Mulcair, membre du Conseil privé, député, chef du NDP

cc: Mme Martine Ouellet, chef du Bloc Québécois

c.c: L'honorable Elizabeth May, députée, chef du Parti vert du Canada